

Communiqué final de l'atelier de réflexion sur les synergies entre les organisations de la société civile congolaise œuvrant pour la bonne gouvernance forestière, foncière et climatique.

L'Observatoire Congolais des Droits de l'Homme (OCDH) en partenariat avec la Rencontre pour la Paix et les Droits de l'Homme (RPDH), sous la facilitation du Forum pour la Gouvernance et les Droits de l'Homme (FGDH) et avec l'appui technique de Fern, ont organisé avec le financement de Foreign Commonwealth and Development Office (FCDO) du gouvernement britannique, le 07 mai 2021 dans la salle de réunion du Cercle d'Appui à la Gestion Durable des Forêts (CAGDF), un atelier de réflexion sur les synergies au sein de la société civile pour la gouvernance climatique. Cet atelier s'est inscrit dans la perspective de recueillir les contributions de la société civile congolaise à la 26e Conférence des Parties des Nations unies sur le changement climatique (COP26) et à la feuille de route conjointe de la société civile pour le suivi de la CDN et les jalons pertinents de l'Initiative pour la Forêt de l'Afrique centrale (CAFI). Y ont pris part, les membres de la Plateforme pour la Gestion Durable des forêts (PGDF), ceux du Cadre de Concertation des Organisations de la Société Civile et des Peuples Autochtones sur REDD+ (CACO-REDD), les membres du Groupe pour la Synergie des Organisations et Plateformes pour la gouvernance forestière, climatique et foncière (GSOP) ainsi que des représentants de CAFI et du World Resources Institute (WRI).

L'objectif général de cet atelier était de renforcer la participation et les capacités de la société civile à contribuer au processus des CDN pour une meilleure gouvernance climatique et des ressources naturelles en République du Congo.

Plusieurs communications ont été présentées lors des travaux en plénière, notamment :

- La mise en œuvre de la lettre d'intention de CAFI et les attentes sur le suivi des organisations de la société civile.

Au cours de cette adresse, CAFI, à travers son secrétariat, a rappelé que plusieurs initiatives sont menées par les experts indépendants, notamment la cartographie de l'ensemble des organisations de la société civile afin de créer un espace de dialogue des organisations de la société civile (OSC) autour des enjeux de la lettre d'intention. La création d'un programme d'appui à la participation de la société civile ainsi que la formulation des propositions par l'Institut Européen des Forêts (EFI) sur l'utilisation des terres pour identifier les besoins de plaidoyer afin d'influencer ces processus.

- Les notes sur le foncier et la contribution à la révision de la contribution déterminées au niveau national (CDN). Cette présentation a permis d'informer les participants des différents piliers qui les composent et de l'ensemble des recommandations des OSC pour consolider la CDN du Congo.
- La présentation des nouveaux projets financés par la coopération britannique (Forest Governance Market and Climate (FGMC 2) et le gouvernement norvégien respectivement dans le cadre du suivi de l'accord de partenariat volontaire (APV) FLEGT (acronyme anglais pour Application des réglementations forestières, Gouvernance et Echanges commerciaux et de la mise en œuvre de la lettre d'intention de CAFI), le projet PASGOF-SNOIE financé par l'Union européenne ainsi que les synergies entre ceux-ci.

Par ailleurs, pour les projets financés par la Norvège, et FGMC 2 ainsi que les projets PASGOF-SNOIE et Intégrité dans les initiatives climatiques comme REDD+ financé par l'Agence Française de Développement (AFD), les participants ont été informés des objectifs, des résultats attendus, de la durée de mise en œuvre ainsi que des principaux partenaires techniques et financiers appuyant leur mise en œuvre, les différentes synergies et interactions entre les dits projets et leur contribution aux différents processus comme l'APV-FLEGT et REDD+.

Au cours des travaux en carrefours deux thématiques ont été examinées, à savoir : la contribution de la société civile à la COP26 (groupe 1) et la feuille de route conjointe sur le plaidoyer pour le suivi des CDN (groupe 2).

Des travaux du carrefour 1, il est ressorti les recommandations suivantes :

- Garantir l'espace civique pour la participation de la société civile et des communautés locales et populations autochtones (CLPA) aux CDN à travers les réformes juridiques ;
- S'appropriier, comprendre et analyser, de façon urgente, les termes du contrat ERPA (acronyme anglais pour accord de paiement des réductions d'émissions) qui a été signé entre le gouvernement congolais et la Banque mondiale en mai 2021 afin de développer un plaidoyer en lien avec l'équité sociale et le partage des bénéfices.

Le carrefour 2 a émis les recommandations suivantes :

- Contribuer à la validation des CDN pour s'assurer de la prise en compte des notes de contributions qui ont été formulées précédemment ;
- Renforcer les capacités de suivi et de plaidoyer sur les CDN et la lettre d'intention de CAFI ainsi que les thématiques « orphelines ».

Lors des restitutions des travaux de groupe, les participants ont exprimé la nécessité d'organiser une nouvelle réunion de suivi en vue de mieux analyser les enjeux et défis de la COP26 et identifier les jalons prioritaires de CAFI dans la perspective de renforcer et d'améliorer la pertinence de la participation de la société civile à cette conférence et dans la mise en œuvre de la lettre d'intention de CAFI.

Commencé à 09 heures 30, l'atelier a pris fin à 16 heures 30

Fait à Brazzaville, le 07 mai 2021

Les participants



ASSOCIATION DES PEUPLES AUTOCHTONES DES PAYS DE l'IMPATI
 (Mayama-Kindamba-Vicza-Kimba)
 Siège social: 27 bis, Rue Bazolo-Quartier Mbini-PK la gare
 Brazzaville-République Du Congo
 Arrondissement 7 NT'Ilou
 Récepissé N° 211011MIDIGATDEKISAG
 du 27 Mai 2011
 E-mail: aa-peuplesautochtones@hotmail.fr
 Tel: (+242) 05 566 82 86
 (+242) 04 487 35 22
 (+242) 06 676 05 06

